

AVRIL 2015

TRIMESTRIEL
N°83

PRIX : 0,30 €

U23

POUR en Creuse

L'Enseignement La Culture L'Éducation La Formation La Recherche L'Insertion

Dispensé de timbrage

GUÉRET PPDC 23

P

DÉPOSÉ LE
03/04/15

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE



JEUDI 9 AVRIL 2015

GRÈVE UNITAIRE

**POUR l'Emploi,
POUR les Salaires,
POUR les Services Publics
CONTRE l'austérité**

Rassemblement FSU 10h/ Guéret

devant l'inspection académique

Rassemblement unitaire à 11h

devant la mairie

Barrage filtrant à 12h

Rond point Arfeuillère

**Grève unitaire
jeudi 9 avril**
(page 1)

Edito
(page 2)

Retraités
(page 2)

**L'Europe :
Et maintenant?**
(page 3)

**Pourquoi la grève
du 9 avril ?**
(page 4)

Rédacteur en chef : Stéphane PICOUT
Directeur de la publication : Sandrine GORGEON
Commission Paritaire : 1117 S 07663
ISSN : 1260 - 2310
Imprimé par nos soins

Ce bulletin vous a été envoyé grâce aux fichiers informatiques de la FSU 23 et de ses syndicats. Conformément à la loi du 6/01/1978, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU 23 : 542 Maison des Associations 23000 GUÉRET

542 Maison des Associations
23000 GUÉRET
Tél : 05 55 41 16 32
Courriel : fsu23@fsu.fr

Le 9 avril, nous serons en grève pour demander une nouvelle politique économique qui s'appuie sur une revalorisation salariale collective dans le public comme dans le privé, sur un Service Public fort avec des emplois publics à la hauteur des besoins qui sont immenses.

Dans l'Éducation Nationale, les conséquences de l'austérité sont dramatiques cette année encore : 9 postes sont supprimés dans le premier degré en Creuse ; dans le second degré, le recteur qui a reçu 12 postes supplémentaires fait une nouvelle fois du zèle en supprimant 26 postes. Dans la Fonction Publique Territoriale, la pression s'accroît sur les agents qui sont souvent les plus mal payés de toutes les Fonctions Publiques : précarité renforcée (contrats de droit privé, temps non complets...), réforme territoriale annoncée...

Il est de notre responsabilité d'être dans la rue le 9 avril pour aller chercher le « changement » tant espéré.

D'autres pays européens comme la Grèce mais aussi l'Espagne, tentent en ce moment de ramener l'Europe à la raison. Nous aurions pu croire, en raison de l'alternance politique de 2012 dans notre pays qu'une autre politique aurait pu émerger. Malheureusement, la nouvelle majorité n'a pas osé (par crainte ?) ou n'a pas voulu (par conviction idéologique) s'opposer à la poursuite de cette politique d'austérité en Europe.

À la lecture des résultats des dernières élections départementales, les électeurs ont sanctionné le pouvoir politique en place. Celui-ci avait revendiqué le « changement » et le peuple n'avait d'autre choix que de le croire. Les socialistes avaient une énorme responsabilité : redonner l'espoir d'une vie meilleure malmené par des années de politiques récessives en matière d'emploi, de salaires, de conditions de travail...

Les choix qu'ils ont opérés ne sont manifestement pas ceux attendus par le peuple. Malheureusement, une partie de ce peuple, dépolitisé à force de matraquage des médias, se tourne vers l'extrême droite. Il exprime un rejet des politiques actuelles en votant pour un Front National qui sait dire ce qui ne va pas sans pour autant proposer de solutions et surtout sans avouer clairement ses orientations politiques profondes.

Le pouvoir gouvernemental en place n'a plus le choix : il doit revendiquer, au même titre que la Grèce ou l'Espagne, une Europe sociale.

Nous devons être **tous** dans la rue le 9 avril pour demander la fin de l'austérité et une politique économique qui s'appuie sur un autre partage des richesses.

Stéphane PICOUT

Sortie des retraités FSU

La sortie annuelle des retraités de la FSU, à laquelle les conjoints et amis sont cordialement invités, aura lieu le

Jeudi 11 Juin à MOULINS.

7h30 : départ en covoiturage du parking Intermarché de Guéret ou rendez-vous directement à l'**Office de Tourisme de Moulins 11, rue François Péron à 9h45.**

Au programme de cette journée :

- ◆ Visite guidée du quartier historique de MOULINS et du triptyque du maître de Moulins.
- ◆ Déjeuner au restaurant.
- ◆ Visite de la Maison Mantin.

Les visites pourront être inversées suivant la disponibilité des guides.

Ceux qui le souhaitent pourront terminer cette journée par une visite libre du Musée de l'Illustration Jeunesse où se tient une exposition qui rend hommage à l'illustrateur Benjamin RABIER.

★ Les horaires des visites et le nom du restaurant vous seront précisés ultérieurement : il était en effet indispensable que l'information sur cette sortie soit diffusée dans ce n° de POUR en Creuse.

Inscriptions auprès de Simone LEMAIGRE avant le 22 Mai.

Par tél : 05.55.52.87.41 (port. uniquement pour le jour de la sortie 06.72.01.66.36) ou par mail : simone.lemaigne@orange.fr

UNE EUROPE DÉMOCRATIQUE ?

Depuis l'arrivée au pouvoir de Syriza en Grèce, la destinée de l'Union Européenne ne semble plus toute tracée comme avant.

En effet, les partis de gauche « classiques » jusqu'alors dans la droite ligne ultralibérale, s'empressent désormais de dénoncer une austérité qu'ils qualifient maintenant de « suicidaire », voire « d'austéricide ». Et d'admettre enfin que cette austérité qu'ils nous ont décrite pendant des années comme incontournable et rédemptrice pour l'Europe s'avère avoir échoué à résoudre les problèmes de croissance et d'emplois.

Cependant, alors que la Communauté Européenne s'apprêtait à renégocier la dette de la Grèce, nous avons assisté à un déni de démocratie orchestré en sous-main par l'Allemagne : les banques grecques se sont vue privées de leur principal canal de financement par la Banque Centrale Européenne. Rappel cuisant s'il en est que la destinée des nations, donc des peuples ne se joue plus désormais dans les urnes, mais au niveau d'organismes financiers tels que la BCE.

Malgré tout, un fléchissement est perceptible au niveau de l'Union Européenne qui se dit dès lors favorable à un impôt sur les transactions financières. Nous sommes encore loin du retour à la voix du peuple et à la démocratie, au développement de l'Europe sociale tel que le préconisent les Podemos espagnols. Ce nouveau parti espagnol est pourtant gratifié de 27,7% des intentions de votes aux prochaines élections générales (équivalent de nos législatives) fin 2015 par tous les sondages. Ils passeraient ainsi devant les partis traditionnels ce qui ne serait pas sans provoquer une nouvelle onde de choc en Espagne qui se répercutera sur l'Europe de nouveau.

Avec ce parti issu du mouvement des indignés qui revendique que le peuple « prenne les choses en main, afin de convertir l'indignation en changement politique » on se prendrait presque à rêver d'une autre Europe... Même si les derniers événements nous prouvent que l'Europe libérale est toujours omnipotente pour l'instant, son avenir n'est plus autant assuré depuis ces derniers mois.

Bref, « l'espoir est en marche » !

Céline BUTTE & Yann SENCE

Dimanche 25 janvier 2015 - Athènes - Victoire

Dimanche 25 janvier le parti d'Alexis Tsipras, Syriza, remportait les élections législatives grecques. Il obtenait 36% des voix, soit 149 des 300 députés que compte la Vouli, le Parlement grec. L'espoir qu'à fait naître cette victoire est partagé par tout le peuple des gauches européennes.

La gauche au pouvoir... Pourquoi ?

La priorité est la démolition du "mur de l'argent". La zone euro est au bord de l'effondrement, à cause de l'ensemble des politiques d'austérité qui, loin de soutenir la monnaie unique, l'ont sapée en même temps que la confiance des peuples dans l'Union européenne. Aujourd'hui, l'Union européenne, sous la conduite de bureaucrates anonymes qui n'ont pas à répondre de leurs actes, est devenue une structure anti-démocratique à la solde des banquiers, des multinationales et des super-riches.



Alexis Tsipras:
Il nous faut
une politique écologique
publique en Europe qui mette
comme priorités la qualité, la durabilité,
la coopération et la solidarité.

Comment Syriza voudrait-il refonder l'Europe ?

1. Redonner en premier lieu la priorité aux parlements nationaux dans l'élaboration et la décision des budgets nationaux. Revaloriser le rôle du Parlement Européen, en tant qu'outil de contrôle démocratique du Conseil de l'Europe et de la Commission Européenne.
2. Mettre fin à l'austérité et à ses conséquences dévastatrices pour la cohésion sociale, la démocratie et l'avenir de l'Europe.
3. Mettre en marche la transformation écologique de la production en assurant la justice sociale, un emploi stable et décent, et une qualité de vie meilleure..
4. Réformer le cadre de l'immigration européenne.
5. Mettre en action un plan politique contre la crise pour une croissance avec justice sociale et plein emploi et refonder les structures bancaires et fiscales des pays européens.

Vous avez dit Mémorandum ?

Contrat passé entre un pays et la Troïka qui conditionne l'octroi de fonds d'aide financière. En échange, le pays doit s'engager dans une politique de rigueur et entreprendre une série de réformes censées dynamiser sa compétitivité : privatisations, baisse des salaires dans la fonction publique, dérégulation de professions, etc.

Vous avez dit Troïka ? La Troïka comprend trois institutions : la Commission Européenne (CE), la Banque centrale européenne (BCE), le Fond monétaire international (FMI). Mais elle n'aide pas vraiment les pays à sortir de leurs difficultés économiques. Elle s'assure surtout de la mise en œuvre des politiques de rigueur: salaires, temps de travail et dépenses sociales.
– Une fois encore, les intérêts des créanciers privés, des banques et des institutions financières sont préservés.

GREVE LE 9 AVRIL !

Suite à l'appel à une journée de grève inter-professionnelle et de manifestations, pour lutter contre l'austérité et ses impacts destructeurs, les organisations syndicales de la Fonction publique CGT, FO, Solidaires, FA-FP et FSU appellent l'ensemble des agents, actifs et retraités, à se mobiliser pour l'emploi, les conditions de travail et les salaires et à être en grève le 9 avril.

Le 9 avril est une première étape d'un processus de mobilisation des salariés du privé et du public, pour obtenir des créations d'emplois, construire des alternatives aux politiques économiques, préserver les droits et tous les régimes sociaux, garantir et promouvoir le service public, l'augmentation des salaires (dans le public et le privé) et garantir les retraites, les pensions et les minima sociaux.

La FSU s'inscrit dans cette mobilisation et appelle les personnels à être en grève et à participer aux manifestations.

Pour l'emploi public et les conditions de travail.

Dans un secteur prioritaire comme celui de l'éducation, il y a certes chaque année depuis 2012 des créations d'emplois, mais pour l'essentiel mobilisées pour rétablir la formation initiale, elles sont insuffisantes pour faire face à la hausse démographique et répondre aux besoins comme, par exemple, dans l'éducation prioritaire. Le nombre d'élèves par classe va poursuivre sa progression, rendant d'autant plus difficiles les conditions d'étude et plus lourdes les conditions de travail des personnels. Et la faiblesse des salaires compromet elle-même la priorité gouvernementale accordée à la jeunesse puisque l'on ne parvient plus à recruter l'ensemble des enseignants dont on a besoin.

Dans les autres secteurs, les réductions se poursuivent mettant les services en difficulté pour accomplir leurs missions. Les suppressions d'emplois annoncées à l'hôpital sont de ce point de vue, éclairantes. Et si le service public est le bien commun de ceux qui n'en ont pas, le 9 avril nous défendrons les valeurs de la République.

Public-privé

La pression est d'abord exercée sur les salaires. Tandis que les agents de la fonction publique connaissent depuis 2010 le gel du point d'indice, programmé pour se prolonger encore, les salariés du secteur privé se voient opposer la compétitivité des entreprises. Il leur faudrait accepter la baisse des salaires pour sauvegarder l'emploi. Cet argumentaire pourtant bien rodé ne correspond pas à la réalité tant l'appauvrissement des salariés devient un nouveau facteur récessif. Ensemble, nous devons le 9 avril contester l'opposition « emploi contre salaires ».

Les retraités aussi sont concernés. Les réformes successives des retraites ont réduit les pensions. Et celles-ci sont gelées en 2015 ; pour la suite l'indexation sur les prix pourrait être remi-

Salaires : inverser la pente !

Pas de changement pour la politique salariale : point d'indice gelé et nouvelle augmentation de la retenue pour pension de 0,4 point, les traitements nets des stagiaires et titulaires vont de nouveau diminuer de près de 0,5%. Il nous manque deux mois de salaire par an si l'on compare les rémunérations actuelles à celles de l'an 2000 ! Menée au nom de la croissance et du développement de l'emploi, cette politique a pourtant fait la preuve de son échec. Sans même évoquer les difficultés rencontrées par un grand nombre d'agents de la fonction publique, la perte du pouvoir d'achat subie par cinq millions de salariés pèse sur l'activité d'autant que les mêmes orientations plombent aussi les salaires d'autres secteurs et les pensions de retraite.



Avec la FSU,
pour le Service Public !

